



Rapport 2012-2013

Éduquer tous les enfants



PARTENARIAT MONDIAL
pour L'ÉDUCATION
une éducation de qualité pour tous les enfants

« Une éducation de bonne qualité pour tous les enfants, où qu'ils se trouvent, qui leur permette de s'épanouir pleinement et de contribuer utilement à la société. »

VISION DU PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION

CRÉDITS PHOTO: Couverture: © Breezy Baldwin/Flickr **pg 3:** © GPE/David K. Bridges **pg 4:** left to right © GPE / Deepa Srikantaiah, ©GPE/Tara O'Connell, ©GPE/Deepa Srikantaiah, ©UNICEF/ Olivier Asselin **pg 5:** left to right © GPE/David K. Bridges, © IRRI ©GPE/Michelle Mesen **Pg 6:** left to right ©GPE/Chantal Rigaud, © World Bank/Charlotte Kesi, ©UNICEF, ©AusAID **pg 7:** GPE/Deepa Srikantaiah **pg 8:** ©GPE/Tara O'Connell **pg 13:** ©GPE **pg 15:** ©GPE/Tara O'Connell **pg 16:** © GPE/Tara O'Connell **pg 18:** © World Bank /Simone D. McCourtie; © Save The Children/Karin Beate Nosterudn © UNICEF, © UNICEF **pg 21:** ©GPE/ Natasha Graham **pg 22:** ©Save the Children **pg 25:** ©UNHCR/Frederic Noy **pg 26:** ©World Bank/Bill Lyons **pg 27:** ©Julien Harneis/Flickr **pg 28:** ©GPE/Michelle Mesen **pg 29:** ©GPE/Natasha Graham **pg 30:** ©Giacomo Piruzzi **pg 33:** © Pedro de Moraes/Flickr **pg 34:** ©GPE **pg 35:** © GPE **pg 36:** ©GPE/Deepa Srikantaiah **pg 37:** ©Plan International/Jim Holmes **pg 38:** ©GPE/Tara O'Connell **pg 44:** ©Enkhtulga Enkhbayar **pg 46:** © UNICEF/Shehzad Noorani

TABLE DES MATIÈRES

2	Lettre d'Alice Albright, Directrice générale
4	Faits marquants 2012-2013
9	Comment fonctionne le GPE
17	Notre stratégie, nos résultats
23	Un meilleur accès à l'éducation primaire: exemples de réussite du Yémen, de la Sierra Leone, du Mali et du Cambodge
31	De meilleurs acquis scolaires: exemples de réussite du Mozambique, de la Gambie et du Rwanda
39	Financements
47	Membres du Conseil d'administration

LETTRE D'ALICE ALBRIGHT, DIRECTRICE GÉNÉRALE

Le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) est le seul partenariat multilatéral ayant pour unique objectif de faire en sorte que tous les enfants aillent à l'école pour y recevoir une éducation de qualité. Le GPE alloue des aides financières à l'appui des priorités en matière d'éducation, mais il n'est pas seulement un mécanisme de financement. Notre approche est originale en ce sens qu'elle cherche à rassembler et à bâtir un consensus sur les questions d'éducation — à l'échelle mondiale et nationale — afin d'aider les 58 pays en développement partenaires du GPE à formuler des plans sectoriels de l'éducation efficaces et de promouvoir les activités d'aide en veillant à ce qu'elles soient coordonnées et alignées sur ces plans.

Notre partenariat a déjà obtenu beaucoup de résultats au cours de la décennie écoulée. Il a contribué à faire scolariser 23 millions d'enfants supplémentaires et à relever les taux d'alphabétisation et d'achèvement du cycle primaire, notamment chez les filles. Selon les prévisions, il aura alloué 3,8 milliards de dollars à 55 pays d'ici la fin de 2013 et il a incité les gouvernements des pays en développement partenaires à accroître leurs propres dépenses d'éducation.

De plus, le GPE est en pleine croissance : 12 nouveaux pays en développement y ont adhéré au cours de l'année écoulée, dont neuf sont en situation de fragilité. Le présent rapport présente certaines réalisations du partenariat dans les pays en développement partenaires. Au Mozambique par exemple, l'aide fournie par le GPE a contribué à ce qu'un nombre accru d'enfants soient scolarisés et achèvent le cycle primaire. Citons également le cas du Yémen, où le Partenariat mondial a aidé à augmenter le nombre d'enseignantes et à accroître ainsi la scolarisation des filles.

Il reste malgré tout beaucoup à faire : 57 millions d'enfants d'âge primaire ne sont pas scolarisés, dont plus de la moitié sont des filles ; la moitié d'entre eux vivent dans des États fragiles ou touchés par des conflits.

Le Partenariat mondial pour l'éducation s'attaque à ces défis dans le cadre de son Plan stratégique, son schéma directeur pour aider tous les enfants à recevoir une éducation de qualité.

« L'éducation fait reculer la pauvreté, améliore la santé, accroît l'égalité des sexes et stimule la croissance économique. L'éducation est un investissement qui rapporte des dividendes à de nombreuses générations »



Alice Albright, Directrice générale du GPE, est accueillie par les enfants d'une école de Kayar, au Sénégal, en mai 2013.

Le plus important est que nous travaillons en collaboration avec nos partenaires dans le cadre de démarches pragmatiques visant à mettre au point les solutions les mieux adaptées et à obtenir des résultats mesurables sur le terrain.

Nous devons veiller à ce que plus d'enfants soient scolarisés et qu'ils soient plus nombreux à savoir lire et calculer. Nous voulons en voir davantage explorer leur univers et contribuer au développement de leur nation, quel que soit le pays où ils vivent. Une éducation de qualité peut faire toute la différence.

L'éducation est aussi un investissement immensément productif. Elle fait reculer la pauvreté, améliore la santé, favorise l'égalité des sexes et stimule la croissance économique. L'éducation est un bien public mondial qui porte ses fruits durant de nombreuses générations.

Nous avons accompli beaucoup de choses jusqu'ici et c'est pour moi un honneur de contribuer à conduire le Partenariat mondial pour l'éducation vers d'autres succès et d'autres résultats pour les enfants. Joignez-vous à moi, joignez-vous à nous pour plaider la cause de l'éducation pour tous.

FAITS MARQUANTS 2012-2013

JANVIER 2012



Le GPE rencontre le ministère cambodgien de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports.

FÉVRIER 2012



Le GPE organise à Kigali (Rwanda) une série d'ateliers sur la lecture afin de remédier à la crise de l'alphabétisation dans les pays en développement.

MARS 2012



Le GPE, en collaboration avec RTI, supervise la réalisation de l'évaluation en mathématiques dans les petites classes (EGMA) au Kenya.

AVRIL 2012



Le gouvernement australien classe le GPE parmi les meilleures organisations multilatérales de développement.

MAI 2012



Des membres du personnel du GPE signent un chapitre de l'ouvrage *Lessons in Educational Equality: Successful Solutions to Intractable Problems Around the World* (Oxford University Press).

JUIN 2012



Le Conseil d'administration du GPE se réunit en Allemagne et approuve un nouveau Plan stratégique pour la période 2012-2015.

JUILLET 2012



 Le Soudan,  la République démocratique du Congo (RDC), et  la Somalie rejoignent le groupe des pays en développement partenaires du GPE, dont le nombre passe à → **49**

AOÛT 2012



 Le Burundi devient le → **50e** pays en développement partenaire du GPE.

SEPTEMBRE 2012

Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, le GPE et des dirigeants de la scène internationale lancent un appel à l'action pour la défense de l'éducation des enfants dans les pays en crise.

Avec l'entrée du  Tchad, du  Soudan du Sud et du  Pakistan dans le GPE, les pays en développement partenaires sont désormais → **53**

OCTOBRE 2012



Le GPE met sur pied à Washington (États-Unis) un atelier d'échange de pratiques intitulé « Getting the Right Books to the Kids » et consacré aux enjeux de la filière des manuels scolaires.

NOVEMBRE 2012

Dans le cadre du sommet WISE, à Doha (Qatar), le GPE s'associe à l'initiative « Educate a child » pour des actions qui porteront d'abord sur le Tchad, le Soudan et le Soudan du Sud.

Le Conseil d'administration du GPE approuve des financements en faveur du Burundi (52,9 millions de dollars), du Tchad (47,2 millions), de la RDC (100 millions) et du Soudan du Sud (36,1 millions).

Le nouveau *Rapport sur les résultats de l'éducation* montre que la pauvreté est le principal obstacle à l'éducation des enfants dans les pays en développement.

DÉCEMBRE 2012



Le GPE annonce les lauréats du concours photo et vidéo « Savoir lire a changé ma vie ».

 Le Nigéria devient le → **54e** pays en développement partenaire du GPE.

Le GPE et le ministère allemand de la Coopération économique et du développement co-organisent une Conférence internationale sur l'enseignement du calcul à Berlin.

2013

JANVIER 2013



Alice Albright est nommée Directrice générale du GPE.

FÉVRIER 2013



Le GPE participe à l'organisation d'une consultation en ligne sur l'éducation.

MARS 2013



 Les Comores deviennent le → **55e** pays en développement partenaire du GPE.

AVRIL 2013

Avec l'arrivée de  l'Érythrée,  du Zimbabwe et de la  Tanzanie, le GPE compte désormais → **58** pays en développement partenaires.

Le GPE et la Banque islamique de développement signent un protocole d'accord.

MAI 2013

Le Conseil d'administration du GPE approuve une enveloppe de 439 millions de dollars au bénéfice de l'éducation dans 12 pays à faible revenu.

Le GPE inaugure son projet pour le libre accès aux données.

La Directrice générale du GPE, Alice Albright, se rend au Soudan du Sud et au Sénégal.

JUIN 2013



La Directrice générale du GPE, Alice Albright, rencontre les partenaires en Australie, au Japon, en Afghanistan et en Corée.





COMMENT FONCTIONNE LE PARTENARIAT MONDIAL

Le Partenariat mondial pour l'éducation rassemble un groupe diversifié d'acteurs déterminés à promouvoir l'éducation pour tous. Nous aidons les pays en développement partenaires à formuler et à appliquer des plans solides en faveur de l'éducation. Nous mobilisons et coordonnons les ressources pour atteindre les objectifs du Partenariat et faire en sorte que tous les enfants aient accès à une éducation de qualité.

COMMENT LE PARTENARIAT FONCTIONNE

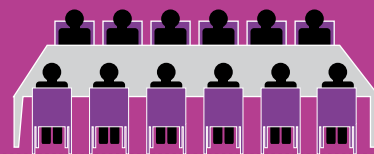
LE PROBLÈME

DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, DE NOMBREUX ENFANTS NE SONT PAS SCOLARISÉS. NOMBRE DE CEUX QUI FRÉQUENTENT L'ÉCOLE N'APPRENNENT PAS.



LA SOLUTION

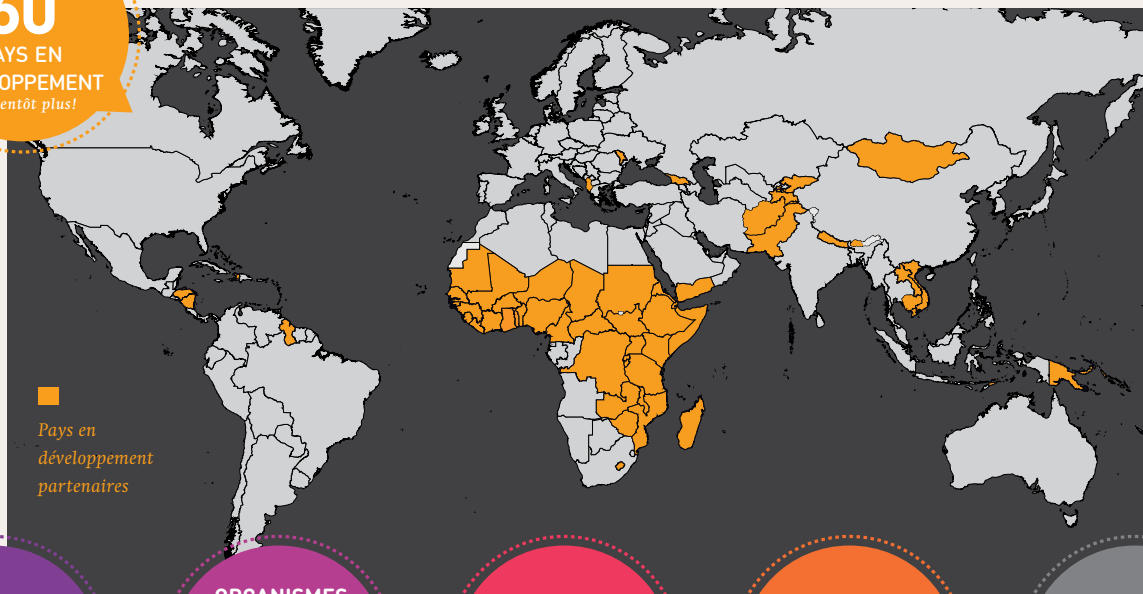
NOUS TISSONS DES LIENS POUR RÉUNIR TOUTES LES PARTIES CONCERNÉES À LA MÊME TABLE.



LES PARTENAIRES

PRÈS DE
60
PAYS EN
DÉVELOPPEMENT
et bientôt plus!

 Pays en développement partenaires



PAYS
DONATEURS

ORGANISMES
D'AIDE
INTERNATIONALE
ET BANQUES DE
DÉVELOPPEMENT

ENTREPRISES
ET FONDATIONS
PRIVÉES

ENSEIGNANTS

ORGANISATIONS
DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE

• LE PLAN



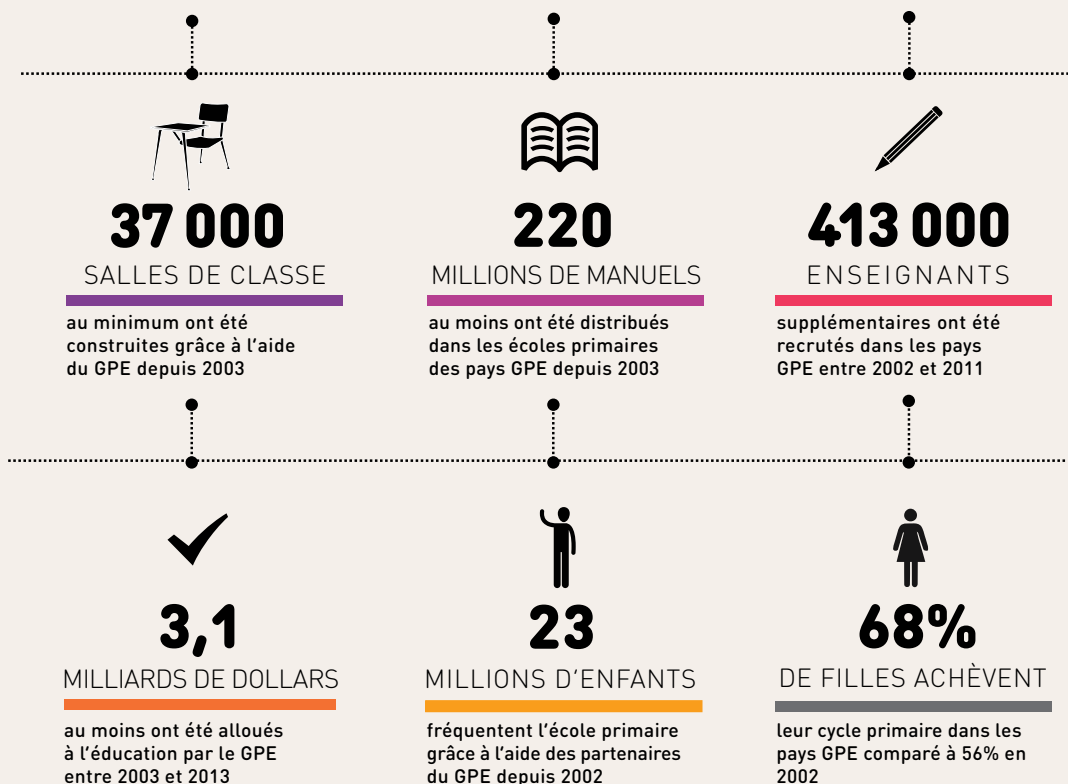
Dans chaque pays en développement, nous formulons ensemble un plan pour le secteur de l'éducation, piloté par les autorités nationales, auquel nous apportons notre expertise technique et des ressources financières

LES PARTENAIRES COLLABORENT À LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES TELS QUE



LES RÉSULTATS

Davantage d'enfants sont scolarisés et acquièrent des compétences nécessaires à la vie de tous les jours, comme la lecture et le calcul

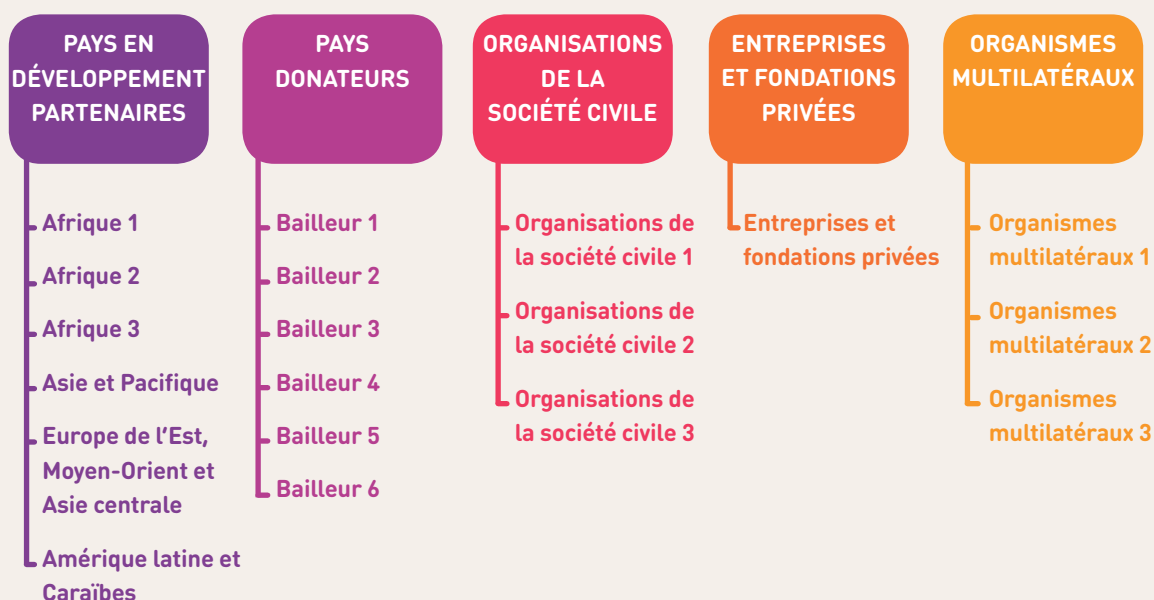


NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration est l'organe directeur suprême du Partenariat mondial pour l'éducation dont il définit les politiques et les stratégies.

La composition du Conseil reflète la grande diversité et la vaste portée du Partenariat mondial ; ses membres représentent les gouvernements des pays en développement ainsi que les autres partenaires : pays donateurs, organisations de la société civile, entreprises et fondations privées, organismes multilatéraux et banques régionales.

Le Conseil d'administration est constitué de 19 groupes distincts*



*Pour la liste complète des membres du Conseil d'administration entre janvier 2012 et juin 2013, voir page 47

TRAVAILLER AVEC LES GROUPES LOCAUX DES PARTENAIRES DE L'ÉDUCATION

Le Partenariat mondial pour l'éducation vise à rassembler des partenaires divers : c'est l'un de ses principes clés. Dans chacun des pays en développement partenaires, l'action du Partenariat mondial passe par un Groupe local des partenaires de l'éducation (GLPE), qui rassemble les acteurs de l'éducation du pays concerné. Les Groupes locaux des partenaires de l'éducation se réunissent régulièrement pour discuter du plan sectoriel de l'éducation et suivre son évolution. Dans la plupart des pays, le GLPE est dirigé par le ministère de l'Éducation et comprend les donateurs et les agences de développement.

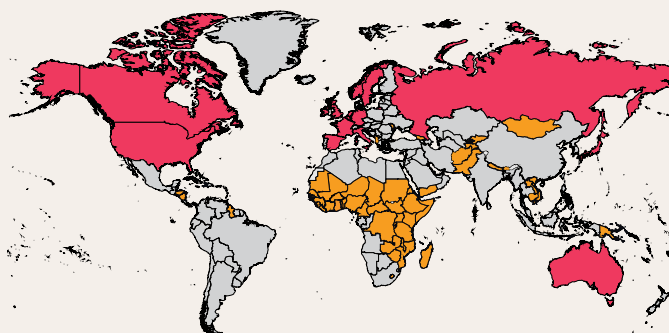
Le Partenariat mondial encourage aussi la participation d'autres parties prenantes telles que la société civile, le corps enseignant ou le secteur privé. Plus le GLPE est inclusif et plus il permet de réunir de connaissances et de points de vue sur l'ensemble du secteur éducatif — depuis l'échelon des établissements scolaires à celui de l'élaboration des politiques.

« Tous les pays en développement membres du Partenariat mondial ont un Groupe local des partenaires de l'éducation. »



UN PARTENARIAT VÉRITABLEMENT MONDIAL

Notre partenariat ne cesse de croître ; il compte aujourd'hui 58 pays en développement et 20 pays donateurs, des organisations multilatérales, des banques de développement, des fondations privées, des syndicats d'enseignants, des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile. Voyez vous-même sur la carte : le GPE est un partenariat véritablement mondial.



PAYS EN DÉVELOPPEMENT PARTENAIRES*

Afghanistan
 Albanie
 Bénin
 Bhoutan
 Burkina Faso
 Burundi
 Cambodge
 Cameroun
 République centrafricaine
 Comores
 Congo, R. D.
 Côte d'Ivoire
 Djibouti
 Éthiopie
 Érythrée
 Gambie
 Géorgie
 Ghana
 Guinée

Guinée-Bissa
 Guyana
 Haïti
 Honduras
 Kenya
 République kirghize
 Lao, RDP
 Lesotho
 Libéria
 Madagascar
 Malawi
 Mali
 Mauritanie
 Moldavie
 Mongolie
 Mozambique
 Népal
 Nicaragua
 Niger
 Nigéria
 Ouganda
 Pakistan

Papouasie-Nouvelle-Guinée
 Rwanda
 Sao Tomé-et-Principe
 Sénégal
 Sierra Leone
 Somalie
 Soudan du Sud
 Soudan
 Tadjikistan
 Tanzanie
 Tchad
 Timor-Leste
 Togo
 Viet Nam
 Yémen
 Zambie
 Zimbabwe

PAYS DONATEURS PARTENAIRES*

Allemagne
 Australie
 Belgique
 Canada
 Commission européenne
 Danemark
 Espagne
 États-Unis d'Amérique
 France
 Irlande
 Italie
 Japon
 Luxembourg
 Norvège
 Pays-Bas
 Roumanie
 Royaume-Uni
 Russie
 Suède
 Suisse

* au 30 juin 2013





NOTRE STRATÉGIE, NOS RÉSULTATS

En octobre 2012, le Conseil d'administration a approuvé le Plan stratégique 2012-2015 du Partenariat mondial. Ce plan définit la vision, la mission, les buts stratégiques et les objectifs fondamentaux du GPE sur le long terme.

NOS BUTS STRATÉGIQUES

Le Partenariat mondial a adopté quatre buts stratégiques pour réaliser sa vision d'une éducation de qualité pour tous les enfants, où qu'ils soient. Ces buts se concentrent sur les éléments clés que sont l'accès, la qualité, l'équité, et des systèmes d'éducation nationaux solides.



ACCÈS UNIVERSEL

Tous les enfants ont accès à un espace sûr et bien équipé pour y recevoir une éducation dispensée par un enseignant qualifié.



APPRENTISSAGE POUR TOUS

Tous les enfants maîtrisent les rudiments de la lecture, de l'écriture et du calcul dès les petites classes.



ATTEINDRE CHAQUE ENFANT

Les ressources sont destinées en priorité aux enfants les plus marginalisés et à ceux qui vivent dans des États fragiles ou touchés par un conflit.



BÂTIR POUR L'AVENIR

Les systèmes nationaux ont la capacité et l'intégrité voulues pour dispenser, soutenir et évaluer une éducation de qualité pour tous.

NOS OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Ces quatre buts stratégiques s'accompagnent de cinq objectifs, dont nous suivons et mesurons les progrès au moyen d'indicateurs spécifiques.



SOUTENIR L'ÉDUCATION DANS LES ÉTATS FRAGILES OU TOUCHÉS PAR UN CONFLIT

Les États fragiles ou en conflit sont en mesure d'élaborer et de mettre en oeuvre leurs plans d'éducation



PROMOUVOIR L'ÉDUCATION DES FILLES

Toutes les filles des pays participant au GPE achèvent avec succès leur scolarité primaire et accèdent à l'enseignement secondaire dans un environnement éducatif sûr et bienveillant



RENFORCER LES COMPÉTENCES DE BASE EN CALCUL ET EN LECTURE DANS LE PRIMAIRE

Augmentation spectaculaire du nombre d'enfants apprenant à lire et à compter et sachant lire et compter en 3e année du cycle primaire



AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DE L'ENSEIGNEMENT PAR LA FORMATION ET LE RECRUTEMENT D'ENSEIGNANTS

Amélioration de l'efficacité de l'enseignement par le recrutement, la formation et la rétention d'enseignants dotés des moyens de dispenser une éducation de bonne qualité



ACCROÎTRE LE FINANCEMENT ET L'APPUI À L'ÉDUCATION DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT PARTENAIRES DU GPE

Renforcer le soutien et accroître le volume, l'efficacité, l'efficience et l'allocation équitable du financement extérieur et des ressources nationales de l'éducation dans les pays participant au GPE

NOS RÉSULTATS

Le GPE a aidé les pays à obtenir des résultats impressionnants dans le secteur de l'éducation : les enfants scolarisés sont plus nombreux, l'alphabétisation progresse et les financements domestiques alloués à l'éducation augmentent dans nombreux de nos pays en développement partenaires.

Le Secrétariat du GPE a introduit de nouvelles pages Web qui permettent de visualiser de manière interactive les résultats obtenus dans 29 pays en développement partenaires. Ces données constituent un moyen accessible et transparent d'observer les progrès accomplis par les pays dans le secteur de l'éducation. On peut aussi afficher des informations sur les financements et connaître ainsi l'origine des contributions financières au système éducatif des différents pays, ou encore suivre la réalisation des objectifs que se sont fixé les pays, sur le plan par exemple de la parité filles-garçons, de l'intégration des enfants non scolarisés et de l'amélioration du taux d'achèvement du cycle primaire.

Notre Rapport sur les résultats de l'éducation paru en novembre 2012 a précisément porté sur ces données. Il présente les réalisations des pays en développement partenaires du GPE.

NOMBRE D'ENTRE ELLES MÉRITENT D'ÊTRE RAPPELÉES :

DAVANTAGE D'ENFANTS VONT À L'ÉCOLE

Le nombre d'enfants non scolarisés est en baisse dans les pays en développement partenaires, et l'accès à l'éducation s'améliore.

DAVANTAGES DE FILLES SONT SCOLARISÉES

Dans 18 des pays en développement partenaires du GPE, les filles sont maintenant aussi nombreuses que les garçons à achever le cycle primaire. Dans l'ensemble des pays en développement partenaires, 68 % des filles suivent un cursus primaire complet contre 56 % seulement en 2002.

L'ALPHABÉTISATION PROGRESSE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT PARTENAIRES

Le taux d'alphabétisation des 15-24 ans est passé de 77 % en 2000-2003 à 81 % en 2007-2010 dans les pays en développement partenaires. Cette progression a été encore plus rapide dans les pays partenaires touchés par des conflits, avec un taux qui a augmenté de 56 % à 69 %.

DAVANTAGE D'ENSEIGNANTS REÇOIVENT UNE FORMATION

Le nombre d'enseignants qualifiés est en hausse, et 60 % des pays en développement partenaires du GPE ont mis en place des programmes de perfectionnement pour les enseignants.

LES ENGAGEMENTS FINANCIERS SONT EN HAUSSE

Le Partenariat mondial a atteint un niveau record de décaissements de 354 millions de dollars en 2012, parallèlement à une augmentation de la demande d'aide financière des pays en développement partenaires qui consacrent eux-mêmes des ressources plus importantes à l'éducation.

Bien que tous les pays en développement partenaires du GPE aient engagé des efforts immenses pour scolariser tous les enfants, le Rapport sur les résultats de l'éducation souligne aussi ce qui reste à faire :

- La pauvreté demeure le principal obstacle à l'éducation
- La qualité de l'enseignement est encore insuffisante
- Il faut améliorer l'évaluation des apprentissages et y recourir de manière plus systématique
- Les plans sectoriels de l'éducation doivent faire l'objet d'un suivi et leur mise en œuvre doit tenir compte des données relatives aux résultats
- Il faut plus d'enseignants, qui doivent bénéficier d'une formation et d'un encadrement plus solides



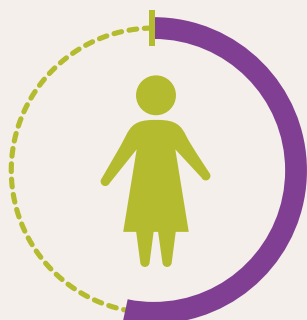


NOTRE ACTION POUR ACCROÎTRE L'ACCÈS À L'ÉDUCATION PRIMAIRE

Il y a encore près de 57 millions d'enfants d'âge primaire qui ne sont pas scolarisés et ne peuvent apprendre. Les partenaires du GPE œuvrent ensemble pour faire en sorte que ces enfants bénéficient d'une éducation de qualité.

ACCÈS À L'ÉDUCATION ET RÉSULTATS SCOLAIRES : LES DÉFIS ACTUELS

57 millions d'enfants d'âge primaire n'étaient pas scolarisés en 2011¹



30,6 millions
sont des filles¹



50% vivent dans des pays touchés
par des conflits²

1. Institut de statistique de l'UNESCO, 2013
2. Rapport mondial de suivi de l'éducation pour tous. Document d'orientation 10, 2013

L'ÉDUCATION DES FILLES EST SYNONYME...



de bonne santé

Un enfant né d'une mère
qui sait lire
a 50 %
de plus de chances de
survivre après l'âge de cinq ans²



de bon niveau de vie

Une année de scolarité
supplémentaire peut augmenter
les revenus
d'une femme de
10-20 %²

et de bon sens économique

L'incapacité de certains pays
à offrir aux filles une éducation
d'un niveau égal
à celle des garçons leur coûte plus
d'un milliard de dollars
par an³



1. Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous de l'UNESCO (2011).
2. Banque mondiale
3. Plan International : « Le prix à payer – Le coût économique de la non-scolarisation des filles »



DANS LE MONDE



**PRÈS DE 50% DES
57 MILLIONS**

**D'ENFANTS NON SCOLARISÉS
DANS LE MONDE VIVENT DANS DES PAYS
FRAGILES ET TOUCHÉS PAR LES CONFLITS**

POUR LES ENFANTS QUI VIVENT DANS DES RÉGIONS EN CRISE, L'ÉDUCATION N'ATTEND PAS

Près de 50 % des 57 millions d'enfants non scolarisés dans le monde vivent dans des pays fragiles et touchés par un conflit. Ces pays se caractérisent par une faible capacité institutionnelle, une mauvaise gouvernance, une instabilité politique et, dans de nombreux cas, des violences ou des séquelles des conflits passés. L'éducation est le moyen d'aller de l'avant et de reconstruire. L'éducation dans les États fragiles favorise la consolidation de la paix, l'atténuation des conflits et la croissance économique. Le rétablissement des systèmes d'éducation dans les États fragiles peut donner un signe visible de retour à la normale.

En septembre 2012, des dirigeants de la scène internationale réunis à New York ont lancé un appel

à agir d'urgence pour assurer une éducation de qualité aux enfants les plus vulnérables de la planète. Leur appel porte sur des mesures de protection des écoles contre les attaques, un accroissement sensible de l'aide humanitaire en faveur de l'éducation et l'anticipation et la budgétisation d'actions d'urgence en amont des crises.

Le GPE s'est engagé à mobiliser 500 millions de dollars pour aider les enfants vivant en situation de crise à recevoir une éducation de qualité. Au mois de juin 2013, les partenaires du GPE avaient déjà mobilisé 50 millions de dollars.

Le GPE travaille actuellement dans 21 pays considérés comme des États fragiles, dont neuf ont rejoint le partenariat en 2012 et 2013. Il se donne pour objectif de faire en sorte que tous les enfants, aussi difficiles que puissent être leurs conditions de vie, soient en mesure d'exercer leur droit à une éducation de qualité.

DES LEADERS MONDIAUX DEMANDENT QUE L'ON ACCORDE UNE ATTENTION IMMÉDIATE À L'ÉDUCATION DES ENFANTS EN ZONES DE CRISE:



Multiplier au moins **PAR DEUX** le pourcentage de l'aide humanitaire consacrée à l'éducation



PROTÉGER les enfants et les enseignants des attaques, faire respecter le droit international et soutenir les victimes



RENFORCER les plans nationaux d'éducation et les budgets en matière de prévention des situations d'urgence, de préparation, d'intervention et de rétablissement



MOBILISER 500 millions de dollars supplémentaires au-delà des engagements actuels



**LE GOUVERNEMENT
ET LE GPE
TRAVAILLENT ENSEMBLE
À ACCROÎTRE LA
SCOLARISATION DES FILLES**

AMÉLIORER L'ÉDUCATION DES FILLES DANS LES ZONES RURALES

En 2002, le gouvernement yéménite a élaboré pour la période 2003-2015 une stratégie nationale de l'éducation visant à promouvoir un accès équitable à une éducation de base de qualité. Le Yémen a rejoint le Partenariat mondial en 2003 et a depuis reçu trois financements consécutifs d'une valeur totale de 40 millions de dollars.

Le gouvernement et le Partenariat mondial collaborent pour relever le taux de scolarisation des filles en combinant des approches novatrices et traditionnelles :

- Construction de nouvelles écoles dans les zones rurales et implantation d'écoles à proximité des habitations des filles grâce à l'établissement d'une carte scolaire
- Lancement de campagnes pour l'éducation des filles dans les médias locaux et auprès des chefs traditionnels
- Soutien approprié aux enseignantes afin de les encourager à travailler en milieu rural
- Suppression des frais de scolarité pour alléger la charge des familles
- Fourniture de vêtements, cahiers, stylos et cartables aux filles pour les aider à fréquenter l'école en toute confiance

- Élaboration de stratégies pour améliorer la sécurité des filles sur le trajet de l'école et surveiller leur assiduité.

Raysa faisait partie du programme financé par le GPE. Mère de neuf enfants, elle est retournée à l'école puis est devenue institutrice dans une zone rurale.

« Pour me rendre à l'école, je devais prendre les petits avec moi et faire presque huit kilomètres à pied tous les jours », confie-t-elle. « Beaucoup de filles de ma communauté refusaient de se lier avec moi parce que j'étudiais avec des garçons. »

Aujourd'hui, Raysa représente un espoir pour les jeunes filles du Yémen. Elle fait partie d'un groupe d'enseignantes pionnières, formées par l'État pour travailler en zone rurale, où le manque d'enseignantes rend difficile la scolarisation des filles et la poursuite de leur scolarité.

En mars 2013, le Yémen a reçu un nouveau financement du GPE de 86,2 millions de dollars pour consolider ses acquis.



**AUJOURD'HUI,
76 % DES ÉLÈVES
ACHÈVENT LE CYCLE PRIMAIRE
CONTRE SEULEMENT
55 % IL Y A DIX ANS**

LE GPE CONTRIBUE À LA SCOLARISATION DES ENFANTS EN SIERRA LEONE

Minirn a 12 ans. Elle est en sixième année à l'école de Boma dans la commune de Kenema en Sierra Leone. Ses parents sont agriculteurs et elle espère devenir infirmière. Minirn participe à un programme dont bénéficient 75 000 filles scolarisées au premier cycle du secondaire. Dans le cadre de ce programme, sa famille a reçu l'argent nécessaire pour payer ses frais de scolarité, ce qui a facilité son inscription au collège. Le programme a bénéficié d'un financement de 13,9 millions de dollars du Partenariat mondial pour l'éducation, qui a aussi permis à l'école de Boma de créer plusieurs nouvelles salles de classe. Un plan incliné a même été aménagé pour les enfants handicapés.

La mise en œuvre du financement a débuté en février 2009 et s'est achevée en septembre 2012. Grâce à ce financement, la municipalité a pu construire 225 nouvelles salles de classe, 42 ensembles de latrines et 40 puits d'eau potable pour les élèves. Le financement a permis la fourniture d'environ 1,7 million de livres

et de fournitures (stylos, crayons, gommes, règles, cahiers, etc.) ainsi que des manuels en braille pour les élèves malvoyants. Des traitements vermifuges ont également été administrés à 1,8 million d'enfants grâce à ce financement.

Des programmes de formation à distance d'un an à l'intention de 1 000 enseignants du primaire et de 260 enseignants du premier cycle du secondaire ont aussi été financés dans ce cadre. Les évaluations montrent que les enseignants qui ont suivi cette formation sont plus efficaces que ceux qui n'y ont pas participé. Surtout, le financement du GPE a permis aux autorités d'élaborer un cadre d'évaluation des acquis scolaires au cycle primaire.

Aujourd'hui, 76 % des élèves inscrits terminent le cycle primaire contre seulement 55 % il y a dix ans.



LE GPE A APPROUVÉ L'ALLOCATION DE
41,7 MILLIONS
POUR FINANCER
LA CONSTRUCTION D'ÉCOLES,
DES FOURNITURES SCOLAIRES ET
LA FORMATION DES ENSEIGNANTS

LE GPE AIDE LES ENFANTS DU MALI, ALORS QUE LE PAYS EST FRAPPÉ PAR UN CONFLIT

Le récent conflit malien a créé d'énormes défis en matière d'éducation, mais le Partenariat mondial s'emploie à faire en sorte que les écoliers ne soient pas oubliés.

Les combats ont éclaté au début de 2012 et, selon les Nations Unies, au 31 mai 2013, plus de 475 000 personnes étaient déplacées à cause de ce conflit, dont plus de 200 000 enfants.

Selon les estimations, la moitié environ des enfants scolarisés ont fui le nord du Mali lorsque les groupes islamistes ont pris le contrôle d'une bonne partie de la région. Beaucoup d'écoles publiques ont été fermées et pillées ainsi que de nombreux bureaux d'administrateurs d'écoles publiques. En juin 2013, les Nations Unies ont indiqué que plus de 100 000 enfants de la région de Kidal n'avaient toujours pas accès à l'éducation.

En février 2013, pour faire face à la crise, le Partenariat mondial pour l'éducation a approuvé l'allocation de 41,7 millions de dollars pour la construction d'écoles, des fournitures scolaires et la formation des enseignants afin d'aider les enfants les plus touchés. En 2007, le Mali avait déjà reçu un financement de 6,6 millions.



**13 000 ENFANTS
DE 56 ÉCOLES
CONCERNÉS PAR UNE
CAMPAGNE DE DÉPISTAGE DES
TROUBLES DE LA VUE**

CAMBODGE : DES LUNETTES POUR APPRENDRE

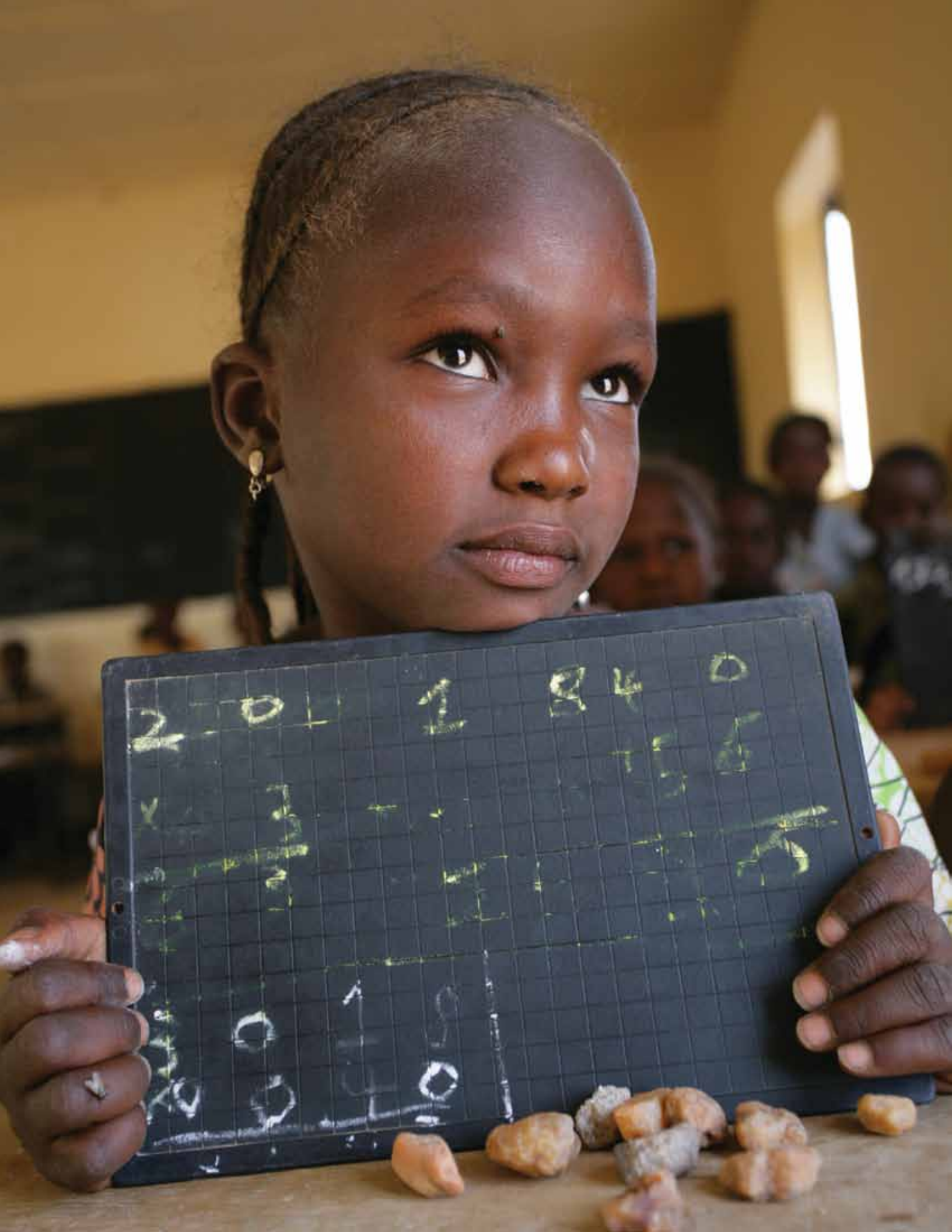
Entre 2010 et 2012, le GPE a financé un projet de collecte de données sur les enfants non scolarisés et le handicap au Cambodge, afin d'aider le pays à comprendre les besoins des enfants marginalisés et handicapés qui sont exclus du système éducatif.

Ces données ont permis au ministère de l'Éducation de se fixer des objectifs, de suivre les progrès pour finalement réussir à intégrer ces enfants dans le système éducatif. Le projet financé par le GPE a contribué à rendre ces enfants visibles.

Il a notamment révélé que parmi les enfants qui ont abandonné l'école ou n'ont jamais été scolarisés, nombreux sont ceux qui souffrent de problèmes de santé, en particulier de troubles de la vision et de l'audition. En collaboration avec des organisations telles que Sightsavers, Partnership for Child Development, la Banque mondiale, le Center for Eye Research Australia et Fred Hollows Foundation, le GPE a ensuite appuyé un projet de dépistage des problèmes de vision dans les écoles primaires.

Environ 13 000 enfants de 56 écoles de la province de Siem Reap ont participé à cette campagne de dépistage. Chung Lang, 13 ans, élève en cinquième année, en faisait partie. En raison de troubles de la vue et malgré tous ses efforts, elle avait abandonné l'école. Grâce au dépistage et une nouvelle paire de lunettes à deux dollars, Chung Lang confie aujourd'hui qu'elle « adore vraiment lire ».

Les résultats du projet ont apporté une contribution précieuse aux discussions de planification stratégique avec le ministère de l'Éducation et ont conduit à un soutien accru en faveur des enfants exclus. Le Cambodge envisage à présent d'inclure le dépistage des problèmes de vue dans le programme national de santé en milieu scolaire. D'autres pays en développement partenaires du GPE ont entendu parler du programme et ont demandé qu'on les aide à mettre en place des projets similaires. Le GPE est prêt à leur apporter son soutien.



NOTRE ACTION POUR AMÉLIORER LES ACQUIS SCOLAIRES

Le GPE et ses partenaires pensent que tous les enfants ont le droit d'aller à l'école, mais aller en classe n'est que la première étape. Une fois que les enfants sont scolarisés, nous devons faire en sorte qu'ils apprennent à lire, à écrire et à calculer, et qu'ils acquièrent le savoir-faire dont ils auront besoin pour trouver un emploi et contribuer au développement de leur communauté et de leur nation.

APPRENDRE À LIRE, À ÉCRIRE ET À CALCULER AVANT LA FIN DE LA TROISIÈME ANNÉE DE SCOLARITÉ



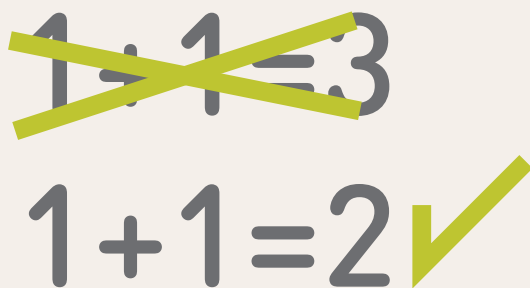
Environ 250 millions

d'enfants n'atteignent pas
la quatrième année du primaire ou
un niveau minimum d'apprentissage¹

171 millions

de personnes pourraient échapper
à la pauvreté si tous les élèves des pays
à faible revenu quittaient l'école
avec des compétences de base en lecture²

LES CONNAISSANCES EN MATHÉMATIQUES SONT APPRISES BEAUCOUP PLUS TARD DANS LES PAYS À FAIBLE REVENU



Les enfants du Ghana acquièrent les compétences
de base en mathématiques en 6e année, tandis que
les enfants des pays à revenu élevé les maîtrisent
en 2e ou 3e année³

1. Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous de l'UNESCO (2012)
2. Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous de l'UNESCO (2011)
3. Rapport du GPE sur les résultats de l'éducation (2012)



MOZAMBIQUE

DE 2008 À 2010, PRÈS DE

10 000

ENSEIGNANTS ONT ÉTÉ
RECRUTÉS ET
FORMÉS CHAQUE ANNÉE

MOZAMBIQUE : PLUS D'ENFANTS SCOLARISÉS

Avec l'appui du Partenariat mondial pour l'éducation, un plus grand nombre d'enfants achèvent le cycle primaire au Mozambique : 48 % en 2011 contre 39 % en 2007. Davantage de filles vont également à l'école et l'égalité des sexes progresse. Pour 100 garçons à l'école primaire, on compte désormais 86 filles contre seulement 72 en 2007. Le taux d'alphabétisation des jeunes s'établissait à 67 % en 2009. Dans la tranche des 6-10 ans, on estime que 91 % des enfants sont scolarisés. Ce sont de bons résultats pour le Mozambique.

Lorsque le pays a rejoint le GPE en 2003, il était l'un des premiers pays en développement partenaires. Pendant la première phase de collaboration avec le GPE, le gouvernement et les partenaires de développement ont préparé un plan pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement dans l'enseignement primaire. Ce plan a servi de base au deuxième Plan stratégique pour le secteur de l'éducation pour 2006-2010/2011 du Mozambique, élaboré par le Groupe local des partenaires de l'éducation au cours d'un processus consultatif. Ce plan sectoriel de l'éducation, puis le suivant élaboré en 2012, ont été à la base des deux financements accordés par le GPE pour un montant total de 169 millions de dollars.

Les fonds du GPE sont acheminés par l'intermédiaire d'un fonds commun de donateurs — un bon moyen d'améliorer l'efficacité de l'aide et d'appuyer les pouvoirs publics par une approche collective et collégiale.

Dès 2008, le premier financement de 79 millions de dollars a contribué à la construction de 3 000 salles de classe dans le primaire et de 12 écoles secondaires ainsi qu'à la distribution de 14 millions de livres chaque année aux élèves, y compris dans les zones reculées. En parallèle, des réformes clés ont été réalisées dans le système éducatif au niveau de l'école et un programme de subventions scolaires a été lancé à l'échelle nationale. Les écoles ont reçu environ 2,50 dollars par enfant, ce qui leur a permis de fournir du matériel didactique de base tels des stylos, des crayons, des cahiers et du matériel complémentaire de lecture.

Entre 2008 et 2010, près de 10 000 enseignants ont été formés et embauchés chaque année. Ils ont été affectés dans des zones aux classes surchargées afin d'améliorer l'enseignement et l'apprentissage. Les enseignants du primaire ont également bénéficié de formations continues à distance pour améliorer leurs compétences. L'enseignement bilingue en portugais et dans une autre langue nationale a été introduit dans les écoles primaires, ce qui a renforcé l'efficacité de l'enseignement en langues locales. En outre, le gouvernement a élargi ses programmes d'éducation des adultes grâce à la mise en place de programmes d'alphabétisation par la radio.

Un deuxième financement du GPE d'un montant de 90 millions de dollars a été approuvé en 2010 et continue de soutenir les acquis de la première dotation.



EN GAMBIE, LES ÉLÈVES SONT

**DIX FOIS
MEILLEURS**

QUAND ILS APPRENNENT DANS
LEUR LANGUE MATERNELLE

LA GAMBIE S'ATTAQUE AVEC SUCCÈS AU PROBLÈME DE LA LECTURE

L'enseignement en langue locale fait de grands progrès en Gambie où plus d'enfants lisent grâce à des programmes appuyés par le Partenariat mondial pour l'éducation. Les résultats d'un programme expérimental consistant à faciliter l'apprentissage des jeunes enfants dans les langues nationales sont prometteurs et le gouvernement est en train de le transposer à plus grande échelle pour toucher davantage d'élèves.

Avec une population de 1,8 million d'habitants, la Gambie figure parmi les plus petits pays du continent africain. Elle compte environ 500 écoles et 8 000 enseignants, mais elle excelle dans l'enseignement de la lecture aux jeunes enfants dans leur langue maternelle.

En 2011, le Gouvernement gambien, avec le soutien du GPE, a lancé le programme pilote national visant à instruire les enfants dans leur langue maternelle. Les élèves ont acquis les compétences de base en lecture non pas en anglais, mais dans l'une des cinq langues

nationales suivantes : le mandingue, le wolof, le peul, le sérère et le krio. Ces langues présentent une relation plus logique entre les sons et les lettres que l'anglais, et, évidemment, ce sont elles que les enfants pratiquent à la maison et lorsqu'ils jouent.

Les résultats de ce programme pilote sont encourageants : pour l'association entre sons et lettres de l'alphabet et la lecture de mots simples, les performances des élèves gambiens en première année ayant pris part au programme étaient dix fois supérieures à celles de enfants qui n'en faisaient pas partie. Beaucoup d'élèves inscrits dans le programme pilote ont ensuite été en mesure de transférer leurs nouvelles compétences à la lecture de l'anglais.



LE RWANDA DISPOSE D'UN SYSTÈME
ENTIÈREMENT INFORMATISÉ
POUR LA GESTION
DES MANUELS ET DES MATÉRIELS
DIDACTIQUES

DISTRIBUTION INNOVANTE DE MANUELS SCOLAIRES AU RWANDA

Le Rwanda montre la voie en veillant à ce que les manuels scolaires parviennent aux élèves dans chaque salle de classe du pays. Grâce à un financement de 70 millions de dollars du Partenariat mondial pour l'éducation, le ministère rwandais de l'Éducation expérimente un nouveau système électronique qui autonomise les écoles. Ce système élimine les obstacles qui empêchaient auparavant les élèves rwandais de rentrer en possession de matériels didactiques. La mise en œuvre du financement est supervisée par le ministère britannique du Développement international (DFID).

En 2007, le Rwanda a mené une étude sur la disponibilité des manuels scolaires dans 60 écoles réparties dans 20 districts. Les conclusions de ces travaux, financés par le DFID, étaient alarmantes : une grave pénurie de manuels sévissait à tous les niveaux scolaires et dans toutes les matières, et l'État ne parvenait pas à obtenir un bon rapport qualité-prix pour le matériel pédagogique. En outre, l'objectif national consistant à disposer d'un manuel scolaire pour trois élèves était loin d'être atteint. L'étude a révélé à ce sujet une information stupéfiante : 265 élèves se partageaient un seul manuel dans l'enseignement des sciences en première année du primaire.

La distribution constituait une partie du problème. Les manuels étaient entreposés dans la capitale et les bureaux de district et, en raison de problèmes de gestion et de transport, ne parvenaient pas à toutes les écoles, notamment en zone rurale.

Six ans plus tard, la distribution des manuels scolaires a radicalement changé. Le Rwanda dispose désormais d'un système entièrement informatisé de gestion des manuels scolaires et matériels didactiques, le premier du genre en Afrique subsaharienne. Les chefs d'établissement sont chargés de commander les manuels à partir d'une liste approuvée, et les fonds sont débloqués en fonction des effectifs. Les éditeurs livrent les manuels aux écoles, sans frais supplémentaires, même pour les écoles se trouvant en zones reculées, et sont payés directement par l'État.

Le Rwanda se construit une réputation d'innovateur en matière d'éducation. Il a obtenu en août 2012 le prestigieux Commonwealth Education Good Practice Award pour son programme d'éducation de base sur neuf ans. Le Rwanda est en passe de devenir un modèle pour les autres pays en développement d'Afrique subsaharienne.



DANS LE MONDE



**6,8 MILLIONS
D'ENSEIGNANTS**

**SONT NÉCESSAIRES POUR SCOLARISER
TOUS LES ENFANTS D'ICI 2015**

CHAQUE ENFANT A BESOIN D'UN ENSEIGNANT POUR APPRENDRE

Ce sont les enseignants qui ont la plus grande influence sur l'apprentissage des enfants. C'est la raison pour laquelle le GPE s'est engagé à renforcer leurs performances et l'appui dont ils disposent et à collaborer avec leurs organisations professionnelles pour élaborer de solides plans sectoriels de l'éducation.

Beaucoup de pays en développement partenaires du GPE ont fortement accru le nombre d'enseignants qualifiés dans les écoles. Au Burkina Faso, en Éthiopie et au Niger, le ratio élèves-enseignant s'est considérablement amélioré. Au Niger, par exemple, il a été ramené de 110 à seulement 58 élèves par enseignant. L'objectif est de parvenir à un nombre raisonnable d'élèves par classe, à savoir 40 par enseignant.

Pour scolariser tous les enfants du monde d'ici 2015,
6,8 millions d'enseignants sont nécessaires¹

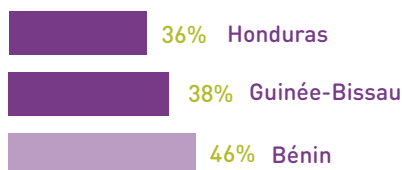
1. Institut de statistique de l'UNESCO,
septembre 2012



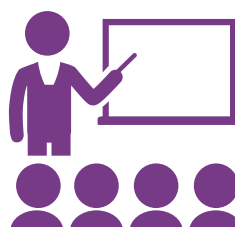


Nombre raisonnable d'élèves par classe = 40 élèves par enseignant²

Dans de nombreux pays, moins de 50 % des enseignants du primaire ont reçu la formation pédagogique minimale requise.



Ratios élèves-enseignant les plus élevés dans les pays à faible revenu : ²



2. Institut de statistique de l'UNESCO, eAtlas of teachers



Grace Williams Grade 10
Monday 23rd April 2013
IRI Maths

Addition

$10 + 2 = 12$
 $3 + 2 = 5$
 $7 + 3 = 10$
 $8 + 2 = 10$

Numbers to 10's
10 20 30 40 50 60 70 80 90 100

S. Williams

Grace Williams Grade 10
Tuesday 24th April 2013
IRI Maths

Time:




6 O'CLOCK

Add it to 10

$2 + 5 = 7$
 $6 + 4 = 10$
 $8 + 1 = 9$
 $5 + 4 = 9$

S. Williams

FINANCEMENTS

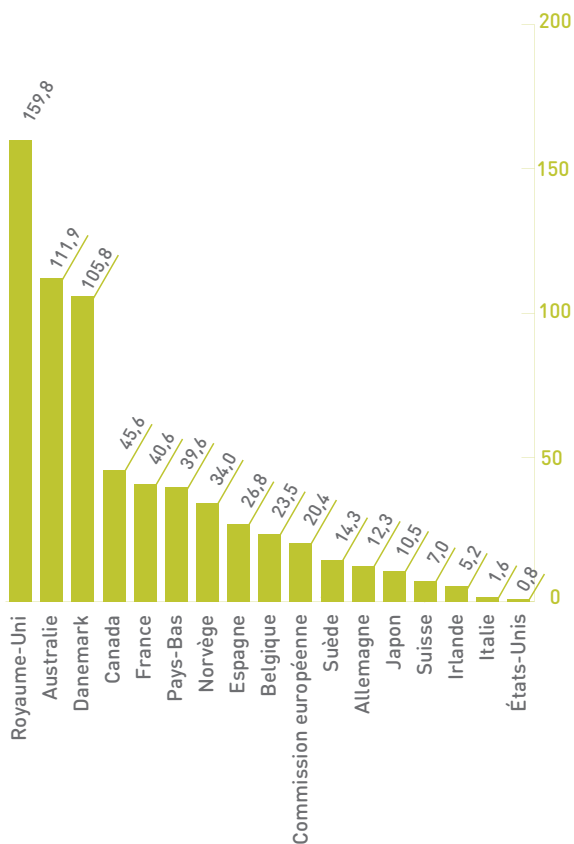
Le Partenariat mondial pour l'éducation apporte aux pays en développement partenaires un soutien financier pour l'élaboration et la mise en œuvre de leur plan sectoriel de l'éducation. Il appuie aussi la participation de la société civile ainsi qu'une aide technique régionale et internationale. Les financements des pays du GPE restent solides. En 2012, les bailleurs de fonds ont apporté au GPE plus d'un demi-milliard de dollars, portant les montants cumulés au-dessus de la barre des 3,1 milliards de dollars.

FINANCEMENTS

Le portefeuille a fortement progressé au cours des 18 derniers mois. Près d'un milliard de dollars ont été alloués entre juillet 2012 et juin 2013, soit une augmentation de presque 50 % en valeur des financements approuvés en un an par rapport au montant total approuvé entre 2003 et 2011. Le montant cumulé des financements approuvés au titre de la mise en œuvre des programmes depuis 2003 dépasse maintenant 3,1 milliards de dollars et ce rythme devrait se poursuivre ; près de 700 millions de dollars supplémentaires devraient encore être alloués avant la fin de l'année 2013.

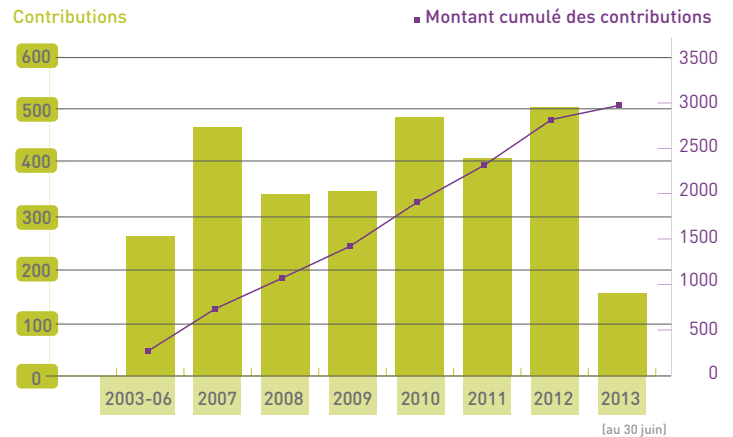
CONTRIBUTIONS DES BAILLEURS DE FONDS (1^{ER} JANVIER 2012 – 30 JUIN 2013)

en millions de dollars



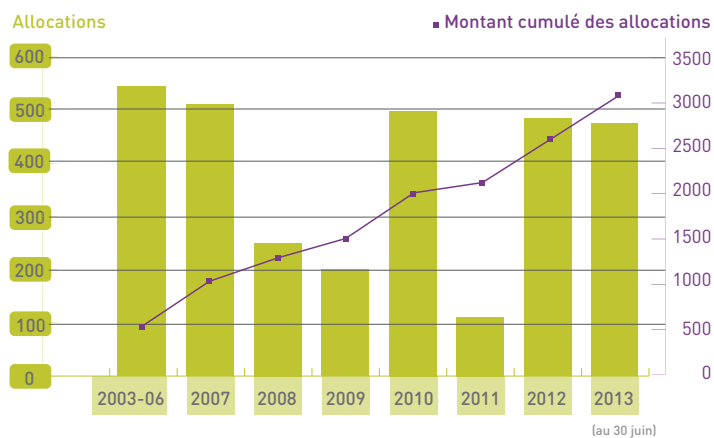
TOTAL DES CONTRIBUTIONS DES BAILLEURS DE FONDS (MONTANT CUMULÉ AU 30 JUIN 2013)

en millions de dollars



ALLOCATIONS DE FINANCEMENTS AU TITRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES (MONTANT CUMULÉ AU 30 JUIN 2013)

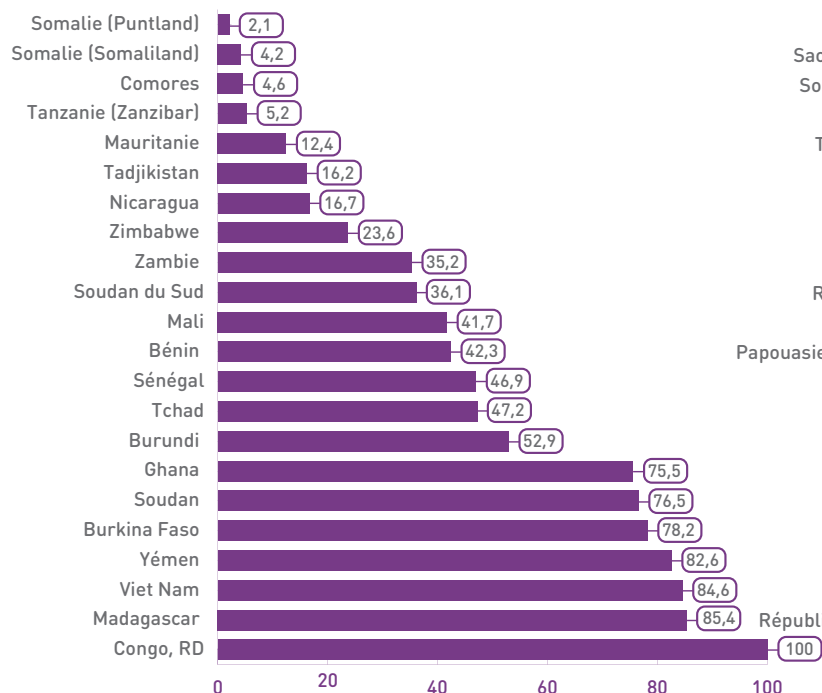
en millions de dollars



ALLOCATIONS DE FINANCEMENTS AU TITRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES

(1^{ER} JANVIER 2012 – 30 JUIN 2013)

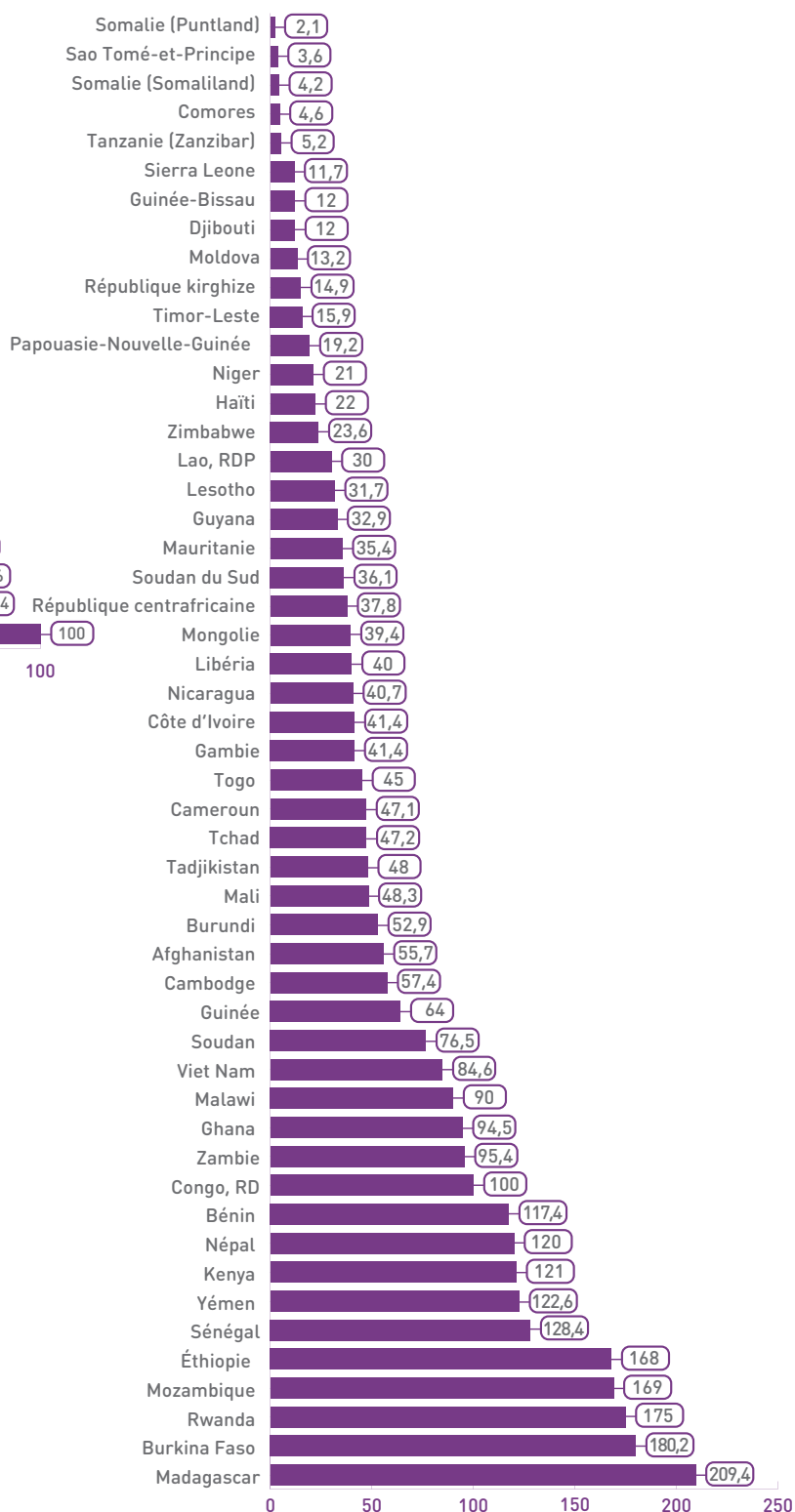
en millions de dollars



ALLOCATIONS DE FINANCEMENTS AU TITRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES

(MONTANT CUMULÉ AU 30 JUIN 2013)

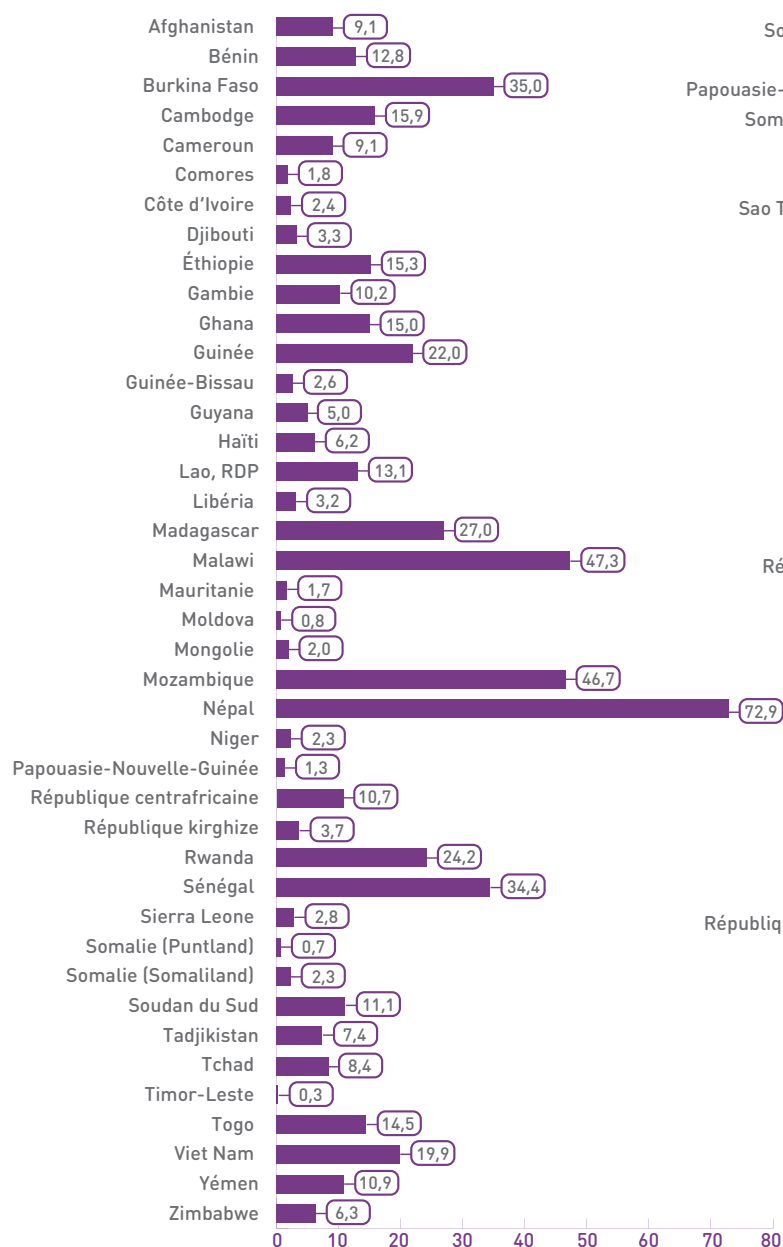
en millions de dollars



FINANCEMENTS DÉCAISSÉS AU TITRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES

(1^{ER} JANVIER 2012 – 30 JUIN 2013)

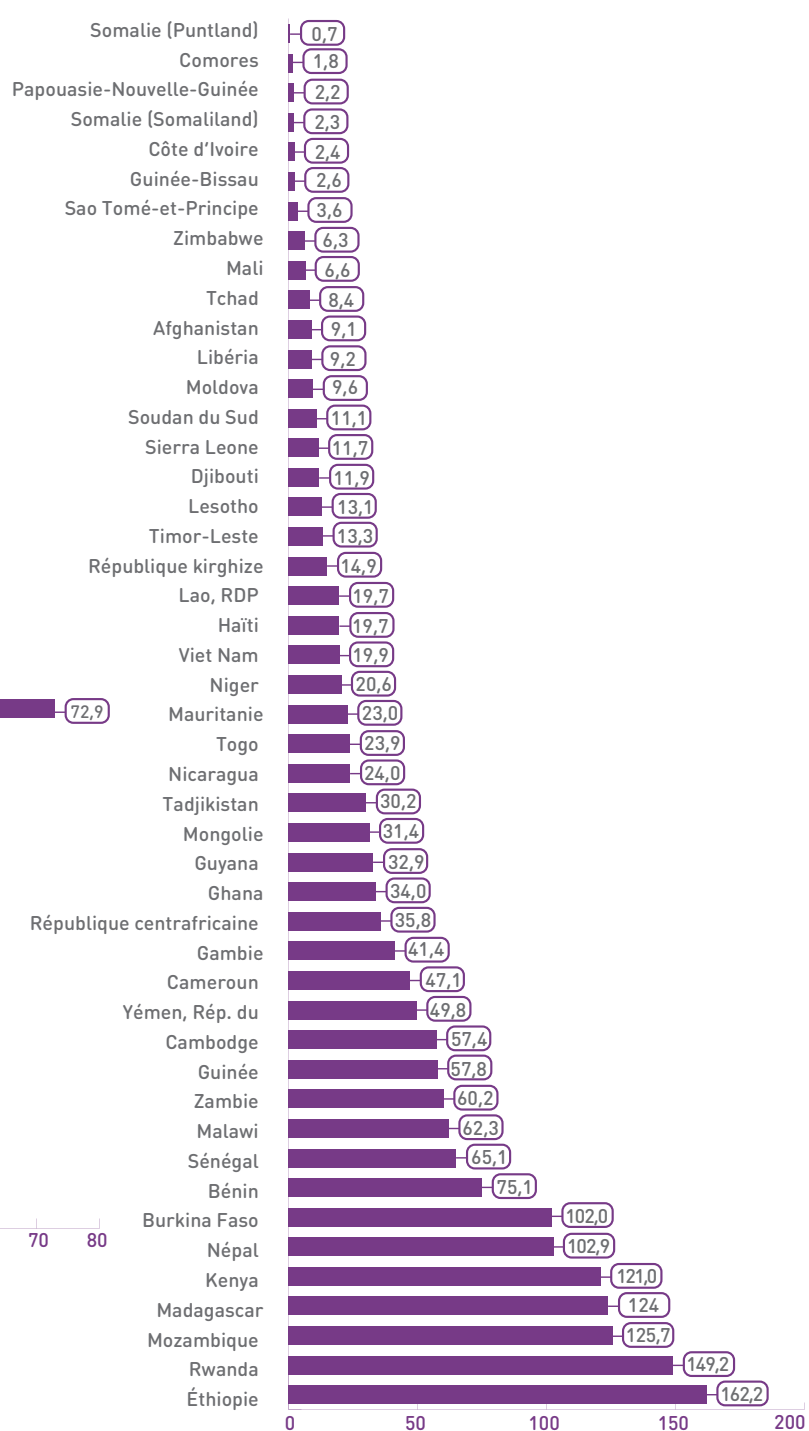
en millions de dollars



FINANCEMENTS DÉCAISSÉS AU TITRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES

(MONTANT CUMULÉ AU 30 JUIN 2013)

en millions de dollars





FINANCEMENT DES ACTIVITÉS MONDIALES ET RÉGIONALES

Le programme d'activités mondiales et régionales (AMR) a pour objet de mobiliser les intervenants du secteur et de les inciter à produire, partager et appliquer des savoirs nouveaux et des pratiques fondées sur des résultats pour relever, en matière d'éducation, les défis majeurs liés aux buts et objectifs stratégiques du GPE. Il vise à renforcer et à harmoniser la coopération technique entre les pays et à aider les pays en développement partenaires à formuler et à appliquer des programmes reflétant l'innovation et l'excellence dans le domaine de l'éducation.

COMBLER LES DÉFICITS DE CONNAISSANCES

En février 2013, le Conseil d'administration du GPE a approuvé huit notes de synthèse au titre d'activités mondiales et de programmes régionaux en Afrique francophone, en Afrique de l'Est et en Asie de l'Est, pour un total de 13,5 millions de dollars. Les activités engagées dans ce cadre visent à produire des connaissances techniques, des options de politique stratégique

et des bonnes pratiques. Elles permettent ainsi la réalisation de recherches à partir de données sur les enfants non scolarisés et les meilleurs moyens de les toucher, l'enseignement et l'apprentissage dans les contextes bilingues d'Afrique francophone, et l'évaluation des mesures d'aide financière aux écoles.

FONDS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR L'ÉDUCATION

Le Fonds de la société civile pour l'éducation (FSCE) appuie les organisations nationales de la société civile des pays en développement partenaires du GPE et des pays pouvant prétendre à l'aide de l'Association internationale de développement (IDA). Entre 2009 et 2011, le GPE a versé 17,6 millions de dollars au FCSE dont le fonctionnement est coordonné par la Campagne mondiale pour l'éducation au niveau mondial. Les coalitions nationales pour l'éducation de 45 pays ont reçu des aides financières pendant cette période. Une évaluation menée sur le Fonds de la société civile pour l'éducation a confirmé les répercussions positives de l'implication de la société civile qui favorise une plus grande efficacité de l'aide et rend les processus politiques plus démocratiques.

RENFORCEMENT DU RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AU KENYA

Au Kenya, le Partenariat mondial a contribué à accroître les capacités d'Elimu Yetu, une coalition de la société civile regroupant 102 organisations locales de l'éducation, des syndicats d'enseignants, des organismes de recherche et des professionnels de l'éducation. Cette aide a été financée par le biais du Fonds de la société civile pour l'éducation (FSCE), qui est géré par la Campagne mondiale pour l'éducation, l'un des partenaires du GPE. La participation constante de cette coalition lui a valu de gagner en crédibilité et en confiance auprès du gouvernement et a permis à la société civile de jouer un rôle actif dans le secteur éducatif.

Le processus de réforme du système éducatif engagé par le Kenya en 2009 a contribué à transformer l'éducation en un droit constitutionnel et a conduit à l'adoption d'un cadre juridique connexe : la Loi sur l'éducation. Les partenaires du GPE ont également conçu un plan sectoriel de l'éducation pour ce pays. Les organisations de la société civile, par le biais d'Elimu Yetu, ont été un partenaire constant durant toute cette démarche. La participation d'Elimu Yetu dans l'élaboration de la Loi sur l'éducation a contribué à la mise en place de mécanismes solides de responsabilisation dans les écoles grâce à l'implication des parents, de la société civile locale et des conseils d'élèves. Ainsi de nouveaux mécanismes ont-ils été institués pour contrôler le recrutement du personnel chargé de gérer les ressources du secteur de l'éducation. En favorisant la participation de la société civile dans le processus de demande de financement du GPE, le Partenariat mondial a renforcé le rôle de la société civile dans le secteur de l'éducation au Kenya.



« Le Fonds de la société civile pour l'éducation a permis à notre coalition de participer régulièrement et utilement à l'élaboration de nouvelles politiques et stratégies pour l'éducation au Kenya, et notamment de défendre la cause des enfants laissés pour compte et d'appeler à la mise en place de mécanismes pour améliorer la gouvernance. »

Janet Muthoni Ouko, coordonnatrice nationale d'Elimu Yetu (Kenya)



MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION QUI ONT SERVI PENDANT LA PÉRIODE DU
1^{ER} JANVIER 2012 AU 30 JUIN 2013

PAYS EN DÉVELOPPEMENT PARTENAIRES	PAYS DONATEURS	ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	ENTREPRISES ET FONDATIONS PRIVÉES	ORGANISMES MULTILATÉRAUX
-----------------------------------	----------------	------------------------------------	-----------------------------------	--------------------------

Afrique 1

Bailleur 1

Organisations de la société civile 1

Entreprises et fondations privées

Organismes multilatéraux 1

Membres

- Keratile Thabana
Lesotho
- Sharon Haba
Rwanda

Suppléants

- Daniel Nkaada
Ouganda
- Zeferino Martins
Mozambique

Membres

- Marijke Wijnroks
Pays Bas
- Bram Van Ojik
Pays Bas

Suppléants

- Hansjürg Ambühl
Suisse
- Rahel Boesch
Suisse

Membres

- David Archer
Action Aid

Suppléants

- Joseph O'Reilly
Save the Children

Membres

- Peter Colenso
CIFF
- Euan Wilmshurst
CIFF
- Martina Roth
Intel
- Greg Butler
Microsoft

Suppléants

- Amanda Gardiner
Pearson
- Aleesha Taylor
Open Society
Foundations
- Lynn Murphy
Hewlett Foundation

Membres

- Qian Tang
UNESCO

Suppléants

- Olav Seim
UNESCO

Afrique 2

Bailleur 2

Organisations de la société civile 2

-

Organismes multilatéraux 2

Membres

- Sérigne Mbaye Thiam
Sénégal
- Ibrahima Sall
Sénégal
- Kalidou Diallo
Sénégal

Suppléants

- Kandia Camara
Côte d'Ivoire
- Koumba Boly Barr
Burkina Faso

Membres

- Chris Tinning
Australie
- Jenny Da Rin
Australie
- José María Fernández
López de Turiso
Espagne
- Salvador Muñoz
Martínez
Espagne

Suppléants

- Francisco Gutiérrez
Soto
Espagne
- Chris Tinning
Australie
- Jenny Da Rin
Australie

Membres

- Cheikh Mbow
COSYDEP, Sénégal
- Boaz Waruku,
ANCEFA
- Barbara Chilangwa
CAMFED Zambia

Suppléants

- Madiana Nyanda
Samba
Sierra Leone
- Nagi Mansour alShafe
SNEFA Sudan

Membres

- Geeta Rao Gupta
UNICEF

Suppléants

- Jo Bourne
UNICEF
- Susan Durston
UNICEF

Afrique 3	Bailleur 3	Organisations de la société civile 3	-	Organismes multilatéraux 3
Membres - Charles Y. AhetoTsegah Ghana - Momodou Sanneh Gambie Suppléants - Demekie Mekonnen Ethiopie - Mahama Ayariga Ghana	Membres - Simon Bland Royaume Uni - David Hallam Royaume Uni Suppléants - Ryan Legault McGill Canada - Christine Reissmann Canada	Membres - Marième Sakho Dansokho Sénégal - Irene T. Duncan Adanusa Ghana National Association of Teachers Suppléants - David Edwards Education International - Monique Fouilhoux Belgique		Membres - Elizabeth King Banque mondiale Suppléants - Jouko Sarvi Banque asiatique de développement - Olav Christensen Banque mondiale
Asie et Pacifique	Bailleur 4	-	-	-
Membres - Bendito Dos Santos Freitas Timor Leste - Otgonbayar Yondon Mongolie Suppléants - Lytou BOUAPAO Lao, RDP - Apolinário Magno Timor Leste	Membres - Paul Fife Norvège - Lena Ingelstam Suède Suppléants - Nathalia Feinberg Danemark - Tove Degnbol Danemark			
Europe de l'Est, Moyen-Orient et Asie centrale	Bailleur 5	-	-	-
Membres - Farooq Wardak Afghanistan - Alexander Kvitashvili Géorgie Suppléants - Nuriddin Saidov Tadjikistan	Membres - Gustavo Gonzalez Canali France - Marja Karjalainen Commission européenne - Elisabeth Féret Commission européenne Suppléants - Roland Lindenthal Allemagne - Gustavo Gonzalez Canali France			

Membres

- Priya Manickchan
Guyana
- José Alejandro Ventura
Honduras

Suppléants

- Sandra Maribel
Sánchez Rivera
Honduras

Membres

- Natasha de Marcken
Etats Unis
- Atsushi Karimata
Japon
- Yuji Yamamoto
Japon

Suppléants

- Wendy Abt
Etats Unis

Partenariat mondial pour l'éducation

900 19th Street, N.W.

Suite 600

Washington D.C., 20006

USA

information@globalpartnership.org

www.globalpartnership.org

 facebook.com/globalpartnership

 twitter.com/gpforeducation